

# le snesup

T  
N  
E  
M  
È  
L  
P  
U  
S



© D. Chamma

## CONGRÈS DE LA FSU

# Débattre pour des services publics de qualité

→ par Stéphane Tassel, Michelle Lauton

Le congrès de la FSU, qui se déroulera à Lille du 1<sup>er</sup> au 5 février, se situe dans un contexte d'attaques sans précédent contre les services publics et leurs personnels. Il constituera un moment décisif dans la vie de la fédération. Chaque syndiqué de la FSU sera consulté sur l'activité de la fédération depuis 2007 et sur son orientation. Chaque syndiqué du SNESUP va être sollicité pour participer à ce vote national du 5 au 26 novembre. Ensuite, auront lieu les congrès départementaux.

La préparation de ce congrès doit faire l'objet de larges débats sur les thèmes du congrès : Éducation, Formation & recherche ; Service Public ; Alternatives ; Paysage Syndical, tant dans le SNESUP qu'à chacun des niveaux intermédiaires dans la FSU (départemental, régional). L'implication des militants du SNESUP conditionnera la possibilité de faire évoluer les mandats de la FSU, en prenant mieux en compte nos reven-



dications, les préoccupations des universitaires exprimées dans les luttes de l'hiver et du printemps derniers.

Dans ce supplément, le SNESUP apporte une contribution sur le fédéralisme décidée suite aux votes intervenus au CTP du ministère de l'Éducation nationale, où le SNESUP n'est pas représenté. Elle a été adoptée à l'unanimité par notre commission administrative le 8 octobre. Les courants de pensée du SNESUP — qui ne sont pas exactement les tendances de la fédération — s'expriment ici sur l'activité et l'orientation.

Au plan national, le SNESUP participe à la pré-

paration des textes introductifs concernant les 4 thèmes du congrès. À partir de notre expérience professionnelle et de notre activité syndicale, nous apportons ainsi notre contribution sur des questions fondamentales comme l'articulation formation — recherche, la formation des enseignants, des questions de société (droits et libertés, nucléaire, climat, OGM, santé, ...) ou l'évolution du syndicalisme. Notre second supplément, en novembre, portera sur ces 4 thèmes du congrès.

Le SNESUP est, par son nombre d'adhérents, le quatrième syndicat de la fédération. Il est essentiel d'y faire entendre notre voix tant dans les congrès départementaux que dans le vote national. Faites vous votre opinion et débattiez. Les suppléments au mensuel *LE SNESUP* et à *Pour* n°139 sont là pour enrichir ces débats.

**Votez massivement !**

# Congrès FSU mode d'emploi

**Comme elle le fait tous les trois ans, la FSU, notre fédération, se réunira en congrès début février 2010 pour tracer les grandes orientations de son activité syndicale et renouveler sa direction**

Lors de sa création en 1993 la FSU a fait le choix de se structurer sur la base de ses 3 composantes fondamentales : les syndicats nationaux, les sections FSU départementales et tendances (ou, au SNESUP, courants de pensée). Chacune de ces composantes est donc représentée en tant que telle dans les instances de la fédération. La FSU se veut une organisation démocratique, pluraliste, indépendante et unitaire, dans laquelle ce sont les syndiqué-e-s qui déterminent les orientations de la fédération. Les fondateurs de la FSU ont estimé que la meilleure méthode pour que ces principes soient véritablement mis en œuvre était de permettre à tous ceux qui le veulent de présenter des listes de candidats fondées sur une orientation syndicale. Ainsi chacun peut choisir en toute connaissance de cause pour qui il vote et toutes les grandes tendances du syndicalisme français peuvent coexister dans la même organisation. Par ailleurs, toujours pour assurer la mise en œuvre de ces principes, la FSU a inscrit dans ses statuts une règle selon laquelle toute décision – aussi bien des instances fédérales que des congrès fédéraux – requiert une majorité de 70 %.

**Au niveau départemental** (niveau d'organisation de base de la FSU), la section FSU est dirigée par un Conseil Délibératif Fédéral Départemental (CDFD) et un Bureau Exécutif Fédéral Départemental (BEFD) élu en son sein. Le CDFD est composé à parts égales de représentants des syndicats nationaux de la FSU existant dans le département et de représentants des tendances élus à la proportionnelle en fonction des choix d'orientation exprimés par les syndiqués lors du vote d'orientation fédéral national ou bien lors d'un vote d'orientation départemental spécifique.

Le rôle du **congrès départemental** est de préparer le congrès national en débattant des textes préparatoires (i.e. « les quatre thèmes » et les propositions de modifications des statuts de la FSU) soumis à l'ensemble des syndiqués et en désignant et mandatant des délégués au congrès national. Dans ce cadre les sections départementales ont la possibilité de soumettre des points supplémentaires au débat et à la consultation des syndiqués de leur département. Les délégués des congrès départementaux sont désignés selon les mêmes règles que celles définies pour désigner les membres des CDFD.

Au niveau national, la FSU est dirigée par un **Conseil Délibératif Fédéral National** (CDFN qui se réunit tous les deux mois) composé à 50 % de représentants des syndicats nationaux (désignés par les syndicats nationaux) à 30 % de représentants des sections départementales (les secrétaires de sections départementales plus d'autres membres désignés par les sections départementales) et à 20 % de représentants des tendances (désignés par les tendances en fonction du vote d'orientation fédéral national). Le CDFN élit un secrétaire général, un trésorier national et un Bureau Délibératif Fédéral National (BDFN qui se réunit tous les 15 jours) qui choisit en son sein les membres du **Bureau Exécutif Fédéral National** (BEFN qui se réunit tous les 15 jours en alternance avec le BDFN). Le CDFN désigne, en outre, un secrétariat national exécutif.

Venant après les congrès départementaux, le rôle du **congrès national** est alors de faire la synthèse entre les points de vue des syndiqués exprimés : par leur participation aux congrès départementaux, par leur vote d'orientation et par l'intermédiaire de leurs syndicats nationaux. Cette synthèse se fera alors par des débats approfondis en commissions réunies sur chacun des thèmes définis préalablement (cf. textes des quatre thèmes) et par des votes en session plénière. Les délégués au congrès national sont désignés pour moitié par les syndicats nationaux et pour la moitié restante par les congrès départementaux (nombre de délégués fonction du nombre de syndiqués dans chaque département) et par les tendances (parmi les représentants des tendances au CDFN et parmi une liste constituée à cet effet par les congrès départementaux).

**Pour en savoir plus** (textes préparatoires thématiques, textes d'orientations, rapport d'activité, statuts de la FSU, propositions de modifications statutaires, dates des congrès départementaux...), consultez au sujet du congrès FSU 2010 les pages web suivantes : Site de la FSU :

<http://www.fsu.fr/?rubrique202>.

Site du SNESUP :

[http://www.snesup.fr/navigation/general/load.php?rubrique=congres\\_fsu\\_2010](http://www.snesup.fr/navigation/general/load.php?rubrique=congres_fsu_2010). ●



# Sur le fédéralisme

La FSU est une fédération dont le fonctionnement s'appuie sur les syndicats nationaux, les sections départementales et les tendances

**P**rofondément et historiquement ancrée dans les établissements, les lieux de travail et les métiers, elle tient sa force pour une large part à une syndicalisation importante, au plus près des lieux d'exercice des personnels, et de la prise en compte des préoccupations liées à leurs professions. La confiance des personnels est attestée par les scrutins professionnels qui lui confèrent dans bien des cas autour ou plus de 50 % des suffrages.

**Dans toute la fonction publique, s'intensifient les attaques du gouvernement** contre les statuts pour en affaiblir le cadre dans une logique d'individualisation et de recours croissant à des contrats. La même logique est à l'œuvre pour l'enseignement supérieur et la recherche, comme pour la protection sociale et les retraites. Les transformations projetées ou opérées par le pouvoir politique modifient les champs de syndicalisation et remettent en cause les solidarités. Cela appelle de nouvelles réponses de la FSU et de ses syndicats.

**Les facteurs de convergence** entre les personnels et leurs organisations syndicales au sein de la FSU sont nombreux : salaires, suppressions d'emplois, mise en cause du paritarisme... Cependant des appréciations différentes peuvent apparaître dans la détermination des revendications comme sur les positions à prendre sur des questions de société, ou sur les conditions de développement de la mobilisation.

**De février à mai 2009**, les appréciations des différents syndicats sur la « réforme proposée par le gouvernement de la formation des enseignants », la lutte des universitaires, ont conduit la FSU à demander son abandon, bien que des divergences entre syndicats de la FSU se soient exprimées sur certaines revendications et que les volontés de convergence d'action « de la maternelle à l'université » soient restées souvent insuffisantes. Le gouvernement joue de ces situations pour tenter d'affaiblir la fédération. La FSU a échoué à exprimer une position commune sur la formation des enseignants, notamment quand le gouvernement – précipitant les choses et morcelant les questions - a soumis des projets de décrets statutaires. Le SNESUP a désapprouvé les votes – différents selon les corps – émis lors du CTPM du 28 mai. Il a annoncé une contribution sur la conception



© Didier Chamma

du fédéralisme dans le cadre de la préparation du prochain congrès de la FSU.

La FSU s'est construite sur la base du principe d'une fédération de syndicats nationaux ; la fédération ne pouvait pas, contrairement à ce qui se passait dans la FEN, imposer des mandats à un syndicat national sur des questions qui relèvent de sa compétence particulière. Mais cela n'implique pas qu'à l'inverse, la position de la FSU, dans une instance où elle est représentée, soit mécaniquement déterminée par celle d'un « *syndicat concerné* » ; d'autant qu'il y a le plus souvent **croisement de problèmes**. Doivent être pris également en considération le rôle des sections départementales, dont le territoire n'est pas toujours le plus adapté à la carte universitaire, et celui des tendances dont les contours peuvent différer selon les syndicats. Sur la question des statuts des enseignants, il y avait **croisement de champs de syndicalisation** – le SNESUP par exemple syndique une proportion importante d'enseignants de statut second degré – et **croisement de contexte** – les questions statutaires ne pouvant être isolées des questions générales de la formation et du recrutement des enseignants, sujet qui concerne directement le SNESUP dans la mesure où il syndique les formateurs. Pour autant, sur ce dossier dans certaines sections départementales ou coordinations régionales de la fédé-

ration où le SNESUP a une présence significative, les débats ont permis des prises de positions fédérales permettant de dépasser ces divergences.

**Le SNESUP s'efforcera de renforcer sa participation à la vie de la fédération**, notamment au niveau des SD. Il contribuera à une meilleure coordination des syndicats FSU qui, présents dans un même établissement de l'enseignement supérieur (SNCS, SNEP, SNASUB...) sont, dans la plupart des cas, amenés à présenter des plateformes communes voire des listes lors de scrutin local (conseils centraux des universités) ou à représenter ensemble la FSU (CTP locaux). Pour surmonter les difficultés, le SNESUP propose :

- **Une réflexion et une concertation en amont** plus poussées sur les questions de fond, au niveau fédéral – national, régional (CFR) et départemental (SD) – et en liaison avec le travail des secteurs, ou d'autres configurations. Cela vaut pour des problèmes aussi variés que la formation des maîtres et des problèmes environnementaux, etc.
- **Une concertation fédérale préalable aux prises de position de la fédération** dans les instances où elle est représentée en tant que telle et, en cas de difficulté, un vote dans une instance délibérative. ●

Texte voté à l'unanimité lors de la CA du 9 octobre 2009

## ACTION SYNDICALE

# Ratifier le rapport d'activité

La période qui s'est écoulée ces trois dernières années, depuis le congrès de Marseille, a été marquée par l'aggravation des politiques néolibérales avec la présidence Sarkozy et le développement d'une crise économique et sociale sans précédent. La FSU a pris toute sa part dans la construction de mouvements unitaires, dans le secteur éducatif notamment en 2008 et au niveau interprofessionnel en 2009, et a apporté une contribution essentielle aux succès des mobilisations. Il ne faut toutefois pas sous estimer les difficultés rencontrées pour renforcer les convergences dans les luttes, pour articuler

en les rendant lisibles les revendications spécifiques au monde éducatif et à la fonction publique aux revendications plus générales, et élargir à d'autres secteurs le mouvement exceptionnel qui s'est développé au printemps dernier dans l'Université.

Ce dernier a cependant témoigné des progrès qui ont été réalisés, en liaison avec le travail des intersyndicales, au niveau des liens dans l'action et la réflexion entre syndicats de la FSU dans ce secteur (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP...). En même temps qu'il doit confirmer sa fermeté sur l'ensemble des dossiers dont il a la charge, le SNESUP doit être

à l'initiative, à tous les niveaux y compris départemental et régional, pour faire progresser le travail commun de la Fédération sur les dossiers : formations post-bac, formation et recrutement des enseignants, restructuration de la recherche, défense des personnels... ●

Action Syndicale appelle à voter pour le rapport d'activité, pour la fenêtre B « Éducation », la fenêtre A « Formation des maîtres » et ne pas prendre part au vote sur la fenêtre « Vie fédérale » car le SNE-SUP apporte sa propre contribution.

## POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF (PSO) / ÉÉ

# Double vitrage

Le syndicalisme verse de plus en plus dans un accompagnement social des politiques libérales quand il ne les précède pas. La FSU n'est pas exempte de ces dérives. Que l'on se souvienne de son appel à la grève en novembre 1995, de son engagement dans celle de 2003... et que l'on compare avec son atonie devant le mouvement du 1er semestre 2009 dans les universités ! La fédération est passée à côté de ce mouvement, de la compréhension de ses enjeux pour l'ensemble de la société...

Les syndiqués du SNESUP ont plusieurs manières de dire, à l'occasion du congrès de

la FSU, leur désapprobation de l'activité fédérale. L'une d'elle est de s'exprimer sur les trois fenêtres du rapport d'activité qui portent des appréciations divergentes sur trois questions qui ont particulièrement suscité de crispations.

La **fenêtre 1** a trait à l'action de l'année dernière : la version **A** pointe ce qui a fait défaut au niveau interprofessionnel, « le refus de combattre frontalement ce gouvernement » et la réticence de la FSU à la convergence des luttes avec le supérieur ; à l'inverse, la **B** tente de noyer les responsabilités et l'on ne peut que sursauter quand on lit que « la FSU et ses syndicats ont cherché à organiser

Pour un syndicalisme offensif et l'École Émancipée appellent les syndiqués du SNESUP à voter A-B-B sur les fenêtres 1-2-3 du rapport d'activité de la FSU et dans l'attente de ne pas approuver l'activité qui fut la sienne dans la dernière période.

les convergences » : on garde le souvenir amer de l'absence de relais le 11 mars, journée « de la maternelle à l'université » appelée par la Coordination et les syndicats FSU du supérieur dont le SNESUP (il fallait chercher longtemps sur le site du SNES l'annonce de la manif !).

►►► Lire la suite sur les fenêtres 2 et 3 au bas de la p. 6

## ÉMANCIPATION

# Un rapport mensonger qui s'invente des victoires et s'approprie des mouvements qui ne lui doivent rien !

Derrière de pseudo débats au sommet pour camoufler leur collusion sur l'essentiel et le creux de trois ans d'(in)action, la co-gouvernance A.S./U&A et EE à la direction de la FSU ne peut rien justifier du gâchis des mobilisations exceptionnelles depuis 2007.

Scandaleusement, elle réécrit à son avantage l'histoire de la mobilisation et des coordinations de 2008-2009, s'arroge les résultats des luttes sur le terrain. Côté formation et recrutement des enseignants, elle élude sa responsabilité dans le fiasco des votes du CSE

en deux fenêtres, auto-justificatives pour U&A et rétrospectivement combative pour EE.

### LA VIE FÉDÉRALE

Elle noie le pois(s)on des syndicats nationaux, et répond par des ententes bureaucratiques.

Se garde bien de stigmatiser l'impasse du dialogue social et le piège de la représentativité imposés par ce gouvernement.

Dans le cadre des services publics d'éducation, gratuité, laïcité, égalité d'accès aux for-

mations, statuts, emplois, formation des enseignants... Qu'avons-nous acquis ou plus à cette rentrée, quel bilan des pertes ? Les congrès de la FSU doivent imposer une orientation alternative.

**Pour une FSU qui, enfin, résiste et ouvre des perspectives, VOTEZ ÉMANCIPATION. NON à ce rapport d'(in)activité de la direction sortante**

Contacts, site : [www.emancipation.fr](http://www.emancipation.fr)  
 Au SNESUP : [gerard.deknuydt@laposte.net](mailto:gerard.deknuydt@laposte.net)/  
 ou [georges.hugot@univ-montp3.fr](mailto:georges.hugot@univ-montp3.fr).

## APPEL DU COURANT DE PENSÉE « ACTION SYNDICALE » À VOTER POUR « UNITÉ ET ACTION »

# Pour un syndicalisme ouvert et unitaire, de transformation sociale, de lutte et de propositions

Le congrès de la FSU est un moment important dans la vie démocratique de notre fédération pour choisir les orientations qui guideront notre activité pour trois ans. Nous œuvrons pour un **syndicalisme de masse** : nous avons vocation à rassembler tous les salariés dans notre champ de syndicalisation pour mieux les défendre et créer un rapport de forces à la hauteur des enjeux. La création d'un collectif syndical fort dans les établissements, au moment où toutes les tentatives gouvernementales visent à mettre les individus et les établissements en concurrence, est un enjeu déterminant dans la période à venir. Le syndicalisme est un moyen de résister à la tentative forte de division ou de repli sur soi.

Un **syndicalisme offensif** : Le SNESUP et la FSU sont de toutes les luttes contre les atteintes au service public d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) et de l'éducation, mais aussi pour défendre le pouvoir d'achat, la protection sociale, les retraités, et lutter contre les discriminations. Des luttes contre le CPE à celles menées cette année contre les décrets statutaires et la mastérisation, le SNESUP a su construire des espaces de débats permettant de montrer les enjeux des réformes de l'ESR en lien avec celles menées contre les services publics : RGPP, contractualisation, marchandisation... La fédération doit contribuer à rendre lisible et crédibles nos analyses et propositions, et les porter dans les instances dans lesquelles siègent nos élus.



©DR

**Un syndicalisme indépendant** : le SNESUP n'est lié à aucune force politique, ses décisions sont prises démocratiquement en interne. Il construit ses positions sur le monde économique et social, sur l'environnement, sur un projet alternatif de société et est ouvert aux autres forces syndicales en Europe et dans le monde.

La FSU, **syndicat démocratique**, permet l'expression des syndicats nationaux, des courants de pensée et des sections départementales et régionales tant au niveau d'instances locales qu'au travers de collectifs nationaux. Au fil des ans, elle s'est enrichie de nombreux syndicats implantés dans la fonction publique dont les préoccupations, plus ou moins proches de celles du supérieur, enrichissent notre réflexion. Cela nous a permis de renforcer nos analyses, de les confronter à d'autres champs. Pour autant la représentativité de la FSU, forte dans la fonction publique, ne nous permet pas aujourd'hui de participer à tous les dossiers concernant les salariés (réforme de la représentativité syndicale).

Nous assistons à une restructuration profonde de l'ESR. Les dispositifs territoriaux se démultiplient et s'enchevêtrent sur un air de déconcentration / reconcentration. Cela pose la question des contours d'une fédération syndicale historiquement dédiée à la fonction publique d'État et dont les structures fédérales sont calquées sur des territoires administratifs (régions et départements) que les nouvelles structures de l'ESR ne recoupent pas nécessairement : réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA), PRES ou pôles de compétitivité. De même, au sein de ces nouvelles structures, comme dans les établisse-

ments autonomes, les méthodes de « gouvernance » et de GRH tendent à s'uniformiser sur le privé (évaluation individuelle, primes au mérite, recours intensifié aux non-titulaires...) et s'appliquent à l'ensemble des personnels qui entrent dans le champ de syndicalisation de la FSU. Cette décentralisation qui ne dit pas son nom nécessite de (re)structurer la FSU pour constituer localement des contre-pouvoirs, et construire des alternatives.

La multiplication des statuts des personnels (titulaires ou non, contractuels de droit privé ou public), la diversification des employeurs (État, collectivités territoriales, établissements et organismes de recherche, SAIC, fondations, entreprises privées...) posent à la FSU la question de son organisation interne et des frontières de syndicalisation.

Le courant de pensée Action Syndicale, majoritaire dans le SNESUP, doit prendre toute sa place **au sein de l'orientation Unité et Action**. Il peut **nourrir de manière constructive la réflexion fédérale** tant au niveau local que dans ses différents secteurs nationaux. Un des enjeux du prochain congrès est **que les syndiqués SNESUP votent nombreux pour le courant de pensée Unité & Action afin de renforcer l'apport original du SNESUP à la vie de la fédération.** ●

Thierry Astruc, Frédérique Bassino,  
Noël Bernard, Didier Chamma,  
Marc Champesme, Marc Delepoupe,  
Pierre Duharcourt, Jean Fabbri, Martine Gest,  
Carole Hoffmann, Gisèle Jean, Xavier Lambert,  
Michelle Lauton, Anne Mesliand, Marc Neveu,  
Alain Pagano, Philippe Rousseau,  
Stephane Tassel, Maurice Zattara.



**POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF ET DE TRANSFORMATION SOCIALE**

# Votez pour l'orientation présentée par la liste à l'initiative de l'École émancipée

Au-delà des textes, difficilement décryptables, les orientations portées par Unité et Action (UA) et l'École émancipée (ÉÉ) dans la FSU sont sensiblement différentes, sans doute plus que, dans le SNESUP, celles portées par Action Syndicale et PSO (ou l'ÉÉ). En témoigne la fracture dans la fédération sur le dossier de la formation des enseignants et l'abstention de la FSU sur les décrets Darcos instituant la « mastérisation » à leur façon. Après la loi LRU, la loi de « mobilité », mauvais coup de l'été, le statut de la fonction publique est mis en cause, la précarité est généralisée.

La stratégie syndicale est en question : peut-on espérer glaner des concessions de ce pouvoir pour quelques catégories de personnel ou faut-il chercher un mouvement d'ensemble dépassant les intérêts catégoriels, développant les solidarités, susceptible d'arrêter le chantier de démolition entrepris sans faire de quartier par Sarkozy et son gouvernement pour restructurer à leur



© DR

manière l'État, les services publics, la protection sociale ? Le mouvement qui a embrasé nos universités au premier semestre illustre l'atavisme des uns et l'opiniâtreté des autres...

L'ÉÉ propose une orientation syndicale offensive, pour laquelle la transformation sociale – impérative en ces temps de crise – n'est pas une vague référence pour donner couleur au tableau mais a des conséquences en termes d'action syndicale.

Les représentants PSO à la direction du SNESUP. ●

►►► Suite de la page 4

**POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF (PSO) / ÉÉ**

## Double vitrage

Pour la *fenêtre 2* sur le dossier de la formation des enseignants, le hasard du tirage au sort a inversé l'ordre... Le compromis de la version **A** est quelque peu déroutant pour les syndiqués du SNESUP : **A** se borne à constater qu'il y eut des votes différents sur les décrets « mastérisation » au CTPM du 28 mai et à renvoyer ce constat aux (impairables) mandats des syndicats concernés. Or, le fait de ne pas voter contre tous ces décrets a été vécu comme un coup de poignard dans le dos du mouvement qui embrassait les universités. C'est la première fois que la FSU, se pliant à la volonté de certains de



© DR

ses syndicats, se met en travers d'un mouvement social. Et ce ne peut être ainsi banalisé par une rédaction aseptisée ! La version **B** rappelle le désaccord sur cette réforme massivement rejetée par les universitaires, l'exigence de son retrait, « pour une toute autre réforme », ainsi d'ailleurs que le dit notre syndicat.

La *fenêtre 3* pointe une des raisons de ces échecs sur le terrain de l'action. La version **A** semble bien commencer : la FSU doit « dépasser la simple addition de syndicats pour construire des synthèses et des convergences ». Mais, on le constate sur tous les dossiers, cette belle intention « fédérale » est constamment contredite par la pratique des directions des syndicats enseignants des premier et second degrés dont on connaît la capacité de blocage et les désaccords corporatistes profonds. Le résultat est un amoindrissement régulier de la réflexion et de l'action fédérale, un refus de tout ce qui pourrait vivifier les secteurs, les sections départementales et les instances régionales. *A contrario*, pour la

**« POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF » APPELLE À VOTER « ÉCOLE ÉMANCIPÉE »**

À l'occasion du congrès d'orientation du SNESUP d'avril 2009, nous, militants et responsables locaux ou nationaux, avons choisi de nous associer avec les camarades de l'ÉÉ afin d'améliorer le fonctionnement de notre syndicat. Nous souhaitons, d'une part, porter les revendications les plus combattives des collègues, qui nous semblaient mal prises en compte par la direction AS du syndicat, et, d'autre part, promouvoir un travail plus collectif à sa tête, évitant les risques de dérive autocratique et augmentant l'efficacité de notre organisation. Ainsi avons-nous formé ensemble « Pour un Syndicalisme Offensif » (PSO) afin de promouvoir cette exigence et de veiller à ce que le SNESUP mette constamment ses paroles en actes et défende avec une égale vigueur tous ses mandats.

Convaincus qu'il est urgent de redynamiser le syndicalisme dans l'enseignement supérieur et la recherche, nous ne nous sommes pas pour autant fondus dans l'ÉÉ, courant de la FSU : chacun d'entre nous conserve la pleine liberté d'analyse et de proposition que nous avons trouvée auprès des camarades de l'ÉÉ. Le bilan des 6 mois écoulés depuis le congrès confirme la pertinence et le bien-fondé de cette position qui permet d'enrichir la réflexion du syndicat et de renforcer ses pratiques démocratiques internes. Le SNESUP est plus proche des collègues, plus attentif à la diversité de leurs opinions, plus offensif, plus uni. Cette évolution est indispensable pour opposer à la destruction des services publics un projet cohérent.

C'est pourquoi, au-delà d'éventuels désaccords, nous appelons à voter pour le texte d'orientation de l'ÉÉ et contribuerons à le faire voter. Ce congrès, ainsi que les congrès départementaux qui le précéderont, devront montrer que nos différences font notre force et notre unité. Pour la même raison, plusieurs d'entre nous sont partie prenante de la liste présentée par l'ÉÉ.

**Claire Bornais, Philippe Enclos, Julien Fretel, Sarah Hatchuel, Sophie Jallais, Anliiese Nef, Christophe Pébarthe, Philippe Sélosse**

version **B**, faire vivre les contradictions fécondes sur lesquelles la FSU s'est construite suppose un volontarisme fédéral qui bouscule, en tant que de besoin, les positions hégémoniques des syndicats nationaux. ●

## ÉMANCIPATION

# Contre l'agression de ce pouvoir... reconstruisons un projet syndical pour la FSU

**L**e congrès de la FSU doit répondre aux questions posées par les personnels de l'éducation et contrer ce gouvernement casseur des services publics. La direction de la FSU propose un « dialogue social » et une « représentativité » sans volonté d'établir un rapport de force. Le congrès FSU nous offre l'occasion de porter un coup d'arrêt à cette orientation suicidaire pour l'avenir de l'éducation et celui du mouvement syndical. Le pouvoir tente d'imposer sa politique : grippe A, crise du capitalisme et licenciements, casse généralisée des acquis du mouvement social et suppression des postes dans le public pour mieux imposer une privatisation à terme (pas seulement à La Poste), pour ce faire, il criminalise les opposants à sa politique.

### Les luttes mettent en difficulté ce pouvoir

Au cours de l'année écoulée, d'importantes mobilisations se sont développées de la maternelle à l'université... lycées, universités, recherche, IUFM, Antilles et les grèves inter-professionnelles du 29 janvier et 19 mars 2009.

Les AG et coordinations ont mis en avant des revendications majeures : retrait de la réforme des lycées, des bacs pro, du premier degré à l'école, de la formation des enseignants, abrogation de la « LRU » et des décrets, titularisation des précaires, suppression des heures supplémentaires, rétablissement de tous les postes supprimés, arrêt des restructurations/privatisations des services publics, refus de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), de la loi Mobilité, de la laïcité « positive »...

La direction de la FSU est restée atone et les journées d'action espacées ont fini par venir



© DFF

à bout de la puissante mobilisation inter-professionnelle.

La direction de la FSU a choisi d'accompagner les réformes.

Contrairement à ce que prétend le rapport d'(IN)activité, l'exécutif fédéral a refusé de prendre en compte les revendications définies en AG et lors des coordinations nationales. Sur la question (hautement) fédérale de la formation des enseignants lors de la maitrise, la FSU n'a pas voulu dépasser le corporatisme des syndicats nationaux et l'abstention de son exécutif au Comité Technique Paritaire Ministériel (CTPM) de mai 2009 sur les projets de décrets a signifié l'« adaptation » à la politique gouvernementale. Dès cette rentrée, l'absence de riposte est ahurissante... Le syndicalisme est d'organiser les luttes, pas de pactiser dans une attitude frileuse... Le déficit démocratique y est patent et scandaleux !

### La FSU doit entrer en résistance

- Retrouver un rôle offensif et sans leurre. Pour ce faire, la FSU doit rompre avec toute concertation et fédérer les luttes de terrain, avec les personnels de toutes les organisa-

tions, sur des revendications sans ambiguïté avec toutes les catégories de travailleurs, statutaires ou non.

- Elle doit cesser les journées d'action sans lendemain et impulser des luttes durables dans une dynamique de convergence unitaire.

### Reconstruire un projet syndical fédéral

- La FSU se doit de promouvoir les AG inter-catégorielles, les secteurs sur une base inter-professionnelle pour que cesse la mise sous tutelle de la fédération par les gros syndicats de catégories.

### Unifier les filières de formation

- Favoriser l'unité à la formation d'esprits libres et critiques dans la coopération et la construction des savoirs, contre le socle commun, l'apprentissage junior, la pacification des pauvres, l'expulsion des enfants de « sans papiers », la volonté de criminaliser la jeunesse et l'opposition à la politique gouvernementale.

- Défendre les droits et libertés pédagogiques individuelles et collectives.

### S'émanciper de toute marchandisation et intérêts religieux

- Préserver la « laïcité » et la collation des grades, abroger la loi Carle sur l'obligation faite aux municipalités de financer hors de leur territoire les écoles confessionnelles.

**Pour un syndicalisme de lutte et de projets, votez Émancipation, votez contre le rapport d'(IN)activité de la direction sortante.**

Pour nous contacter, pour s'abonner à notre revue :

Site : [www.emancipation.fr](http://www.emancipation.fr)

Au SNESUP: [gerard.deknuydt@laposte.net](mailto:gerard.deknuydt@laposte.net) / [georges.hugot@univ-montp3.fr](mailto:georges.hugot@univ-montp3.fr)



© DFF



# BULLETIN DE VOTE

## **VOTE n°1 : Orientation fédérale nationale**

(supplément de la revue fédérale « POUR » n°139 / octobre - 2009)

*Entourez la liste de votre choix d'un trait apparent*

- Liste Unité et Action et sans tendance
- Liste à l'initiative de l'École Émancipée (ÉÉ)
- Liste Émancipation
- Liste Pour la reconquête d'un syndicalisme indépendant
- Liste Front Unique

## **VOTES n°2 : Rapport d'activité fédérale nationale**

(supplément de la revue fédérale « POUR » n°139 / octobre - 2009)

*Entourez votre choix d'un trait apparent*

<b>POUR</b>	<b>CONTRE</b>	<b>ABSTENTION</b>	<b>REFUS DE VOTE</b>
-------------	---------------	-------------------	----------------------

Le rapport d'activité comporte trois fenêtres qui correspondent à ces points qui font débat. Chaque syndiqué(e) est invité(e) à indiquer l'appréciation dans laquelle il (elle) se reconnaît le mieux.

*Pour les 3 votes ci-dessous, entourez la rédaction de votre choix d'un trait bien apparent*

Fenêtre « **Éducation** » (page 8)

A

B

Fenêtre « **Formation et recrutement des maitres** » (page 9)

A

B

Fenêtre « **vie fédérale** » (page 11)

A

B